

Paris, le 11 octobre 1990

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

En dépit de la situation internationale très troublée, le RWANDA occupe actuellement la "une" des journaux, triste privilège dont il aurait pu se passer.

Depuis deux semaines, en effet, des milliers de Rwandais sont victimes d'une répression sanglante menée par le régime de Kigali.

Tous les observateurs s'accordent à dire qu'ils sont témoins d'arrestations arbitraires et massives parmi la population, très souvent suivies d'exécutions sommaires (hommes, femmes et enfants confondus).

La tragédie qui se déroule en ce moment est l'aboutissement du refus catégorique des autorités rwandaises de chercher des solutions appropriées aux problèmes graves qui se posent dans le pays :

- refus du système démocratique, qui seul peut permettre le développement du pays dans le respect des droits de l'homme et du citoyen ;
- corruption généralisée et détournement de fonds publics par les hauts dignitaires du régime ;
- mauvaise gestion de l'économie nationale qui a conduit le pays à une situation catastrophique (famines endémiques et chroniques, détournement des moyens du secteur santé à des fins personnelles, etc) ;
- politique systématique de division nationale sur des bases "ethniques" et régionales ;
- le Rwanda est le seul pays au monde avec l'Afrique du Sud où l'appartenance ethnique est mentionnée sur carte d'identité, carte de travail et tous documents officiels ;
- refus de prendre en compte les exigences légitimes des réfugiés rwandais qui demandent le retour dans leur pays natal.

Connaissant votre engagement et votre attachement aux principes essentiels des Droits de l'Homme, nous vous lançons un appel pressant pour aider le peuple rwandais à sortir de cette tragédie, comme cela s'est produit à plusieurs reprises dans le passé.

Pour parer rapidement à cette situation, des mesures urgentes s'imposent :

- condamnation officielle par la France des pratiques barbares du régime de Kigali ;
- retrait immédiat de la légion étrangère dont la présence cautionne les exactions du régime militaire de Kigali ;
- création et envoi au Rwanda d'une mission chargée d'enquêter sur la violation des Droits de l'Homme.

Nous comptons sur vous, Madame, Mademoiselle, Monsieur, pour faire entendre la voix de la justice et vous prions de croire à l'assurance de notre haute considération.

COMITE UNITE PAIX ET DEMOCRATIE AU RWANDA

153, Avenue Charles de Gaulle
92200 NEUILLYS/SEINE
Tél : 48.24.29.06